

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 93 (1952), p. 154-160

<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1952__93__154_0>

© Société de statistique de Paris, 1952, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

*Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques*
<http://www.numdam.org/>

X

BIBLIOGRAPHIE

Étude sur la situation économique de l'Europe en 1950. Publication N. U. No. de vente : 1951, II. E. 1, 300 + XII pages avec tableaux et diagrammes.

L'*Étude sur la situation économique de l'Europe en 1950* constitue la quatrième étude annuelle consacrée à l'économie européenne qui ait été préparée par le Secrétariat de la Commission économique pour l'Europe. Elle fait suite aux *Études* précédemment publiées en 1948, 1949 et 1950.

L'*Étude* contient une analyse des faits nouveaux d'ordre économique survenus dans le monde, et de la façon dont ils ont agi et agissent encore sur la situation de l'Europe. Elle montre l'influence dominante exercée par les États-Unis sur la production mondiale et l'importance que revêt, pour l'Europe, l'évolution de la situation dans les pays producteurs de matières premières. On trouve également dans l'*Étude* un large exposé des tendances inflationnistes aux États-Unis, ainsi que de leurs répercussions probables sur l'Europe.

L'*Étude* passe en revue les progrès accomplis dans le domaine de la production en Europe au cours de l'année écoulée et analyse les facteurs qui expliquent que ce progrès ait été plus régulier dans certains pays que dans d'autres. Les auteurs de l'*Étude* émettent l'avis que la production industrielle de l'Europe pourrait augmenter jusqu'à 13 % en 1951 s'il n'y avait pas de pénurie de matières premières. Les auteurs de l'*Étude* se livrent ensuite à un examen approfondi du problème des matières premières, exposant l'évolution de la situation pour chacune des principales matières premières en Europe depuis la guerre, et s'efforçant d'évaluer les ressources qui seront disponibles en 1951. Ils aboutissent à la conclusion que les approvisionnements seront insuffisants pour alimenter l'accroissement de la production industrielle qui eût été possible dans des conditions normales.

Après avoir examiné l'évolution des relations commerciales depuis la dévaluation, les auteurs de l'*Étude* en viennent à examiner ce qu'ils considèrent comme le problème le plus grave qui se pose à l'Europe cette année-ci : l'inflation qui provient de pays extérieurs à l'Europe. Après avoir examiné la façon dont la hausse des prix à l'importation agit sur la structure des prix de revient intérieurs des pays d'Europe, les auteurs de l'*Étude* passent en revue les différents moyens dont disposent les divers pays pour s'efforcer de maintenir la valeur de leur monnaie. Cette analyse les amène à la conclusion que les moyens existants se révéleront presque certainement insuffisants, et ils terminent en préconisant vivement une valorisation générale des monnaies européennes et le retour à un système de taux de change plus souple. Il serait alors possible d'adapter les économies européennes aux conditions économiques mondiales nouvelles, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à des rajustements pénibles, affectant les niveaux intérieurs des salaires, des prix et de l'emploi.

* * *

Mise en œuvre de la politique de plein emploi, Rapport N° 1. Deuxième semestre 1949. Publication des Nations Unies. N° de vente 1950, II. A. 1., 59 p. Relié toile.

Une analyse, publiée par le département des Affaires économiques des Nations Unies, des mesures prises par 21 gouvernements, pendant le 2^e semestre de 1949, en vue de réaliser le plein emploi, montre que le chômage était pratiquement inexis-

tant dans des pays aux systèmes économiques aussi différents que l'Australie, la Bulgarie, la Bielorussie, le Luxembourg, la Nouvelle Zélande, la Norvège, le Royaume Uni, la Suède et l'Union Soviétique; que le chômage, bien que faible, constituait un problème en Autriche, au Danemark et en Suisse; qu'aux États-Unis d'Amérique et en Belgique le nombre des chômeurs avait pris des proportions sérieuses pendant la période examinée.

Cette analyse est la première d'une série que le département des Affaires Économiques des Nations Unies se propose de publier deux fois par an sur les mesures prises par les gouvernements en vue de combattre le chômage et de réaliser le plein emploi. L'action des Nations Unies dans ce domaine a son origine dans une résolution adoptée par le Conseil économique et social au mois d'août 1949, invitant le Secrétaire général « à publier de temps à autre de brefs rapports d'actualité sur les mesures prises dans les différents pays en vue de réaliser le plein emploi ».

Afin de faciliter la consultation de l'analyse, les réponses des gouvernements ont été divisées en cinq catégories :

1. — Pays où le chômage était très faible et pratiquement inexistant; ce groupe comprend en outre certains pays où il existait une sérieuse pénurie de main-d'œuvre.
2. — Pays où le chômage existait tout en étant relativement faible.
3. — Pays où le chômage a pris des proportions sérieuses au cours de la période examinée.
4. — Pays insuffisamment développés, plus Israel.
5. — Territoires non autonomes sous administration britannique.

Outre les réponses reçues des Gouvernements, l'Analyse contient le texte d'un certain nombre de réponses, notamment celles de la Norvège, du Royaume-Uni, du Canada, de la Suisse, de la Belgique, des États-Unis d'Amérique et de l'Inde. En annexe à l'analyse figure le questionnaire soumis aux Gouvernements par le Secrétaire général.



Annuaire hydrologique de la France, année 1948, publié par la Société Hydrotechnique de France. Un volume de 204 pages, format 18×27, avec cartes, graphiques et tableaux.

Dans l'*Annuaire 1948*, le recueil des données sur *les débits des 65 stations*, publié annuellement a été *refondu et augmenté*, et comprend pour chaque station :

a) Le tableau des débits journaliers, dont le nombre de chiffres significatifs a été homogénéisé, avec indication des débits moyens mensuels depuis la mise en service de la station, et de cette même moyenne calculée sur la période de référence 1920-1948, commune à toutes les stations étudiées;

b) Pour les stations influencées par le jeu des réservoirs situés à l'amont, les valeurs des débits moyens mensuels « naturels » (ou corrigés);

c) Le graphique des débits journaliers avec la courbe des débits classés de l'année;

d) Un *graphique nouveau* donnant les courbes des débits mensuels d'après leur fréquence;

e) Pour la première fois, les totaux mensuels des précipitations observées en 1948 en deux, trois ou quatre postes répartis sur le bassin versant.

Comme renseignements d'ordre général, l'*Annuaire 1948* comprend :

a) Pour 18 stations sélectionnées, des tableaux et graphiques de comparaison des débits moyens mensuels et des modules annuels avec les valeurs correspondantes de la période 1920-1948;

b) Quatre graphiques nouveaux indiquant, pour les réservoirs influençant les stations de l'*Annuaire*, le coefficient de remplissage hebdomadaire;

c) Les précipitations mensuelles relevées dans 16 postes pluviométriques sélectionnés, pour l'année 1948 et pour la période de référence;

d) Pour la première fois des renseignements sur les températures pour 12 postes choisis parmi les stations pluviométriques sus-mentionnées.

Comme tous les ans, cet ensemble de documents statistiques est précédé :

— d'un article d'intérêt général qui est, pour 1948, une étude de M. Coutagne sur « La nature, les possibilités et les modalités de prévision en hydrologie fluviale ».

— d'un exposé synthétique sur les « Caractéristiques hydrologiques de l'année 1948 » signé, comme en 1947, par M. Peguy.

* * *

Les graphiques. Moyen de Direction des Entreprises, par Robert SATET et Charles VORAZ, Conseils en Organisation. 8^e édition, 1952. Un volume, 296 pages, 150 fig. et 12 tableaux. Chez Georges Frère, 15, rue Aristide-Briand, Tourcoing (Nord), ou à la Bibliothèque du Chef, 21, rue Viète, Paris (17^e).

Cet ouvrage dont 7 éditions ont déjà été épuisées vient de faire l'objet d'une nouvelle publication. Il traite de tous les graphiques susceptibles d'être utilisés pour permettre au Chef d'Entreprise de prévoir, organiser, commander, coordonner et contrôler. Il y est question notamment : de la tendance des affaires et des variations saisonnières, de la façon de surveiller les frais par rapport au chiffre d'affaires, de la rentabilité de l'entreprise, de la surveillance des stocks, de la prévision et de l'exécution d'un programme de fabrication, du contrôle de l'activité des représentants, de la surveillance de la répartition des commandes, etc... C'est un ouvrage clair, précis, pratique, dépourvu de tout appareil mathématique.

* * *

Les industries d'utilité publique, bases théoriques et statistiques d'une étude rationnelle, par M. Michel VERHULST, un volume de la collection Études et Documents de l'I. N. S. E. E., Presses Universitaires de France, 1951.

Ce livre devrait intéresser spécialement le public des économistes, statisticiens, ingénieurs, administrateurs et hommes d'affaires, car il est une illustration vivante des applications et des enseignements de la théorie économique moderne dans un domaine particulièrement important à l'heure actuelle, celui des industries d'utilité publique.

Cette dernière expression désigne les industries dont les entreprises sont soit « publiques », au sens juridique habituel, soit « privées », mais qui présentent cependant, du point de vue économique, de nombreux caractères voisins de ceux des entreprises publiques. Ces entreprises diffèrent essentiellement de celles de la théorie économique classique en ce qu'elles ne cherchent pas, en général, à maximiser leur bénéfice, compte tenu des conditions de la demande et de l'offre qu'elles rencontrent. Par contre, elles cherchent, tout comme les entreprises de la théorie classique, à minimiser leur coût de production.

L'auteur cherche donc tout d'abord à donner une théorie du comportement économique des entreprises d'utilité publique basée sur cette dernière hypothèse. Il montre que pour chaque niveau de production on peut déterminer un point d'équilibre variable avec le niveau de production et dont le lieu est une courbe dite de coût minimum tracée sur la surface de production de l'entreprise.

L'auteur montre ensuite, sous certaines hypothèses, que la détermination empirique de cette courbe prévue par la théorie est effectivement possible, et il en donne des applications dans le cas de l'industrie du pétrole aux États-Unis, de l'industrie du gaz et de l'industrie des transports en France.

Après avoir apporté une contribution à une théorie opérationnelle de l'utilité

visant à expliquer le phénomène de la demande dans les industries d'utilité publique, et en avoir fait une application au cas de l'industrie du gaz en France, l'auteur dégage alors la notion de fonction de profit. Il montre que, le long de la courbe de coût minimum, le profit est maximum quand la recette marginale et le coût marginal sont égaux. Distinguant cependant entre les coûts marginaux de courte et de longue période, c'est-à-dire les coûts marginaux correspondant à l'utilisation partielle ou totale de la capacité des entreprises, et montrant l'importance fondamentale du degré d'utilisation de cette capacité, l'auteur explique que, si l'on impose aux entreprises d'utilité publique d'observer la condition d'égalité ci-dessus, il n'est en général pas possible à ces entreprises de montrer un profit. En effet, pour des raisons diverses, elles utilisent rarement toute leur capacité, de sorte que le profit de courte période correspondant, qui en l'espèce est le plus souvent un profit négatif, c'est-à-dire un déficit, ne passe jamais par un extremum. Le déficit décroît cependant en valeur relative, et toutes conditions égales, avec la taille des entreprises, ce qui explique d'ailleurs que la meilleure technique de production pour un marché donné est celle qui correspond en général à une entreprise unique pour ce marché quelle que soit l'importance de celui-ci.

Mais est-il légitime d'imposer la condition d'égalité du coût marginal et de la recette marginale? La réponse ne peut être donnée qu'en replaçant la théorie du comportement économique des industries d'utilité publique dans le cadre plus général de la théorie économique du rendement social à l'échelle de l'économie tout entière. L'auteur montre alors tout d'abord que le niveau absolu du profit, dans l'ensemble de l'économie n'a rien à voir avec les conditions de rendement social maximum à un instant donné, pour autant qu'il permet un renouvellement du capital et que les conditions d'équilibre optimum de la production et des échanges sont vérifiées. Ce niveau absolu peut même être tel qu'il permette plus que le renouvellement du capital engagé.

Par contre, le niveau relatif du profit des entreprises, c'est-à-dire le taux de profit observé dans les diverses entreprises et industries, est étroitement lié à la condition du rendement social maximum qui veut que les recettes marginales, c'est-à-dire en première approximation les prix de vente, soient proportionnelles aux coûts marginaux. Il en résulte que le déficit que l'on observe souvent dans les industries d'utilité publique, alors que les industries du secteur privé montrent en général un profit, n'est pas compatible avec les conditions du rendement social maximum. Il faut toutefois remarquer que les entreprises d'utilité publique ne sont le plus souvent en déficit que parce qu'elles ont à faire face à un programme élevé et temporaire d'investissements ou du fait des exigences de leurs cahiers des charges. Dans ce cas, il est normal qu'un certain déficit apparaisse, et ce n'est que dans le cas d'économies en expansion très nette, comme ce fut le cas en Europe au xix^e siècle et aux États-Unis jusqu'à nos jours, que de tels déficits ne s'observent pas.

Il faut donc se garder de porter des jugements trop hâtifs sur la légitimité des déficits constatés actuellement dans beaucoup d'industries d'utilité publique. Chaque cas doit être étudié pour lui-même, et c'est finalement de la plus ou moins grande nécessité des conditions des cahiers des charges et des nouveaux investissements que doit dépendre la décision d'accepter ou non un déficit.

XI

PUBLICATIONS REÇUES PAR LA SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE

du 16 avril au 15 juillet 1952.

I. — Complément à la liste des publications périodiques. (Periodicité inférieure à une année.)

FRANCE

Statistiques du Commerce extérieur français des produits lainiers. Comité central de la laine. Trimestr.

ÉGYPTE

Bulletin of Agricultural and Economic Statistics.	Ministry of National Economy.	Mensuel.
Return of births, deaths, infectious diseases, marriage and divorce.	Ministry of National Economy.	Trimestr.
Summary of Foreign Trade.	Ministry of National Economy.	Mensuel.

PAYS-BAS

Le Port d'Amsterdam.	Bureau municipal de Statistique de la ville d'Amsterdam.	Mensuel.
----------------------	--	----------

PORTUGAL

Boletim	Instituto dos Actuarios Portugueses.	Trimestr.
---------	--------------------------------------	-----------

SARRE

Annales.	Université de Sarrebruck.	Trimestr.
----------	---------------------------	-----------

UNION SUD AFRICAINE

Optima.	Anglo-American Corporation.	Trimestr.
---------	-----------------------------	-----------

YUGOSLAVIE

Indeks.	Office fédéral de Statistique.	Mensuel.
---------	--------------------------------	----------

II. — Publications annuelles et autres publications officielles.

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

Activité de l'I. N. S. E. E.	1951	1 vol.
Annuaire statistique de la ville de Paris.	1945	1 vol.
Annuaire hydrologique de la France.	1950	1 vol.
Fiscalité en France et à l'étranger (Statistiques et études financières, suppl. n° 11).	1950	1 vol.
Rapport annuel de l'A. N. S. A.	1951	1 fasc.
Algérie. — Annuaire statistique.	1950	1 vol.

AUSTRALIE

New South Wales statistical Register.		
I. Finance and local Government.	1949-1950	1 vol.
VI. Population and vital Statistics.	1948-1949	1 vol.

AUTRICHE

Statistisches Handbuch.	1951	1 vol.
-------------------------	------	--------

BELGIQUE

Annuaire statistique.	1951	1 vol.
Rapport annuel de la Fondation Universitaire.	1952	1 vol.
Statistique criminelle.	1949	1 vol.

DANEMARK

Agriculture.	1950	1 vol.
Balance des paiements.	1950	1 vol.
Denmark.	1952	1 vol.
Marine marchande et navigation.	1950	1 vol.
Population.	1950	1 vol.
Statistiques de la production industrielle.	1950	1 vol.

DOMINICAINA (République)

Estadistica del salario.	1950	1 vol.
Exportacion.	1951	1 vol.

ÉGYPTE

Annual Statement of Foreign Trade.	1948-1949	1 vol.
------------------------------------	-----------	--------

FINLANDE

Assistance sociale des communes.	1949	1 vol.
Rapport de la Banque de l'Union.	1951	1 fasc.
Statistique des industries.	1949	1 vol.
Trafic des postes et télégraphes.	1950	1 vol.

INDE

Census of India. — Age tables.	1941	3 fasc.
--------------------------------	------	---------

INTERNATIONAL

Annuaire des statistiques du Travail (B. I. T.).	1949-1950	1 vol.
International Whaling Statistics.	1949-1950 et 1950-1951	2 vol.
Rapport annuel de la B. R. I.	1951-1952	1 vol.
Statistics of National Income and Expenditure (O. N. U.).	1951	1 vol.

ISRAËL

Statistical Abstract.	1950-1951	1 vol.
-----------------------	-----------	--------

ITALIE

Anuario statistico Toscano.	1950	1 vol.
Cause di morte.	1943-1948	1 vol.
Movimento della popolazione.	1943-1948	1 vol.

JAPON

Analysis of financial Statements of main industrial Corporations.	1951	1 fasc.
Economic Statistics.	1951	1 vol.
Yearbook of Labor Statistics and Research.	1950	1 vol.

LUXEMBOURG

Annuaire officiel.	1952	1 vol.
--------------------	------	--------

NORVÈGE

Assurance maladie nationale.	1949	1 vol.
Bois abattu	1946-1949	1 vol.
Recensement — III Les régions agricoles.	1949	1 vol.
Statistique des chemins de fer.	1948-1949	1 vol.
Statistique de l'instruction publique.	1947-1948	1 vol.
Statistique des salaires	1950	1 vol.
Tendances économiques	1952	1 vol.

SUÈDE

Accidents du Travail	1948	1 vol.
Annuaire statistique de la ville de Stockholm.	1951	1 vol.
Assistance aux chômeurs à Stockholm.	1950	1 fasc.
Assistance publique	1949	1 fasc.
Banques d'épargne locales.	1950	1 vol.
Cadastral	1949	1 vol.
Causes de décès	1950	1 vol.
Compagnies d'assurances privées	1950	1 vol.
Finances communales I Communes rurales.	1948	1 vol.
II Villes et Comtés.	1949	1 vol.
Hygiène et service sanitaire	1950	1 vol.
Impositions, revenus et capitaux par groupes professionnels	1951	1 vol.
Recensement de la population X 2 Sondages sur l'activité professionnelle	1945	1 vol.
Recensement général des habitations à Stockholm	1945	1 vol.
Service vétérinaire civil	1949	1 vol.
Situation de la Conjoncture.	1952	1 vol.

SUISSE

Charge fiscale	1951	1 vol.
Finances et impôts.	1950-1951	1 vol.
Impôt fédéral pour la défense nationale.	1950	1 vol.

YUGOSLAVIE

Recensement de la population.	1948	2 vol.
I Population par sexe et ménages.		
II. Population par âge et sexe		
Statistiques du commerce extérieur.	1951	1 vol.

Le Gérant : J. PERDRIZET.
